

Adresse à Emmanuel Macron, candidat à la présidence de la République

Quelle est la grande inconnue de la plupart des programmes ? C'est la santé mentale et le désarroi profond qui mine l'ensemble de notre société ? La première pathologie est la dépression. Tous les citoyens ont connu la violence du terrorisme : ce traumatisme a changé la vie. De même le stress au travail, le *burn out*, la dépression, vont s'accroissant. Les liens de couple ont changé, et une liberté plus grande pose aussi des problèmes inédits. L'incertitude du futur atteint chacun, et elle mine le présent des adolescents, augmentant les problèmes d'insertion scolaire et d'adaptation à une société qui ne sait où elle va. Presque toutes les familles, riches ou pauvres, savent ce que la toxicomanie veut dire, car au moins l'un de leurs proches en dépend. Et nombreux sont ceux qui prennent des calmants tous les jours, ou bien qui ne peuvent plus dormir sans somnifères. Il s'agit d'un problème de société si général que la plupart des politiques ne l'aperçoivent plus guère.

Le ressort de toutes ces souffrances est psychologique, et il faut leur apporter une solution qui tienne compte de la souffrance psychique. A l'évidence, il ne s'agit pas de maladies semblables à une grippe ou à un cancer. A ce jour, elle se traite grâce aux connaissances qu'a apportées la psychanalyse, et plusieurs formes de rééducation relationnelle en tiennent le plus grand compte.

La France peut s'enorgueillir d'avoir formé des cliniciens de haute qualité. Mais ils sont actuellement de plus en plus marginalisés au profit des traitements médicamenteux, qui ne sont pourtant que de simples palliatifs. Leur consommation massive est de plus très coûteuse. Nous posons seize questions destinées à lever les obstacles précis qui s'opposent à un nécessaire changement de la politique de la santé mentale.

Seize questions :

I. Pour une psychiatrie de qualité

- 1) Adaptation du *numerus clausus* à l'entrée en faculté de médecine.
- 2) Une formation spécifique des futurs psychiatres et pédopsychiatres. Elle n'existe plus.
- 3) Une formation spécifique des infirmiers en psychiatrie. Elle a été supprimée.
- 4) Il faut suspendre les enseignements donnés à l'université par les laboratoires pharmaceutiques.
- 5) Les enseignements aux formations thérapeutiques non pharmacologiques, à commencer par la psychanalyse, doivent être rétablis ou valorisés.
- 6) Promotion des lieux d'accueil sur le modèle des Maisons Vertes, ou de la clinique La Borde, de même que les lieux de vie accueillant les autismes et les toxicomanies.

II. Pour une formation des psychologues adaptée aux réalités de l'époque

- 1) Changement des critères qui s'opposent au recrutement des *Enseignants chercheurs* d'orientation psychanalytique.
 - 2) Un enseignement concernant les autismes et la toxicomanie dès le niveau Master.
 - 3) Un enseignement spécifique de la déradicalisation.
 - 4) Une formation au *debriefing* des traumatismes des grandes catastrophes, comme les attentats.
- III. Pour une médecine de ville informée de la souffrance psychique.
- 1) Une formation complémentaire pluridisciplinaire des médecins.
 - 2) Ouverture aux formations thérapeutiques non pharmacologiques, notamment psychologiques et psychanalytiques.
 - 3) Les médecins doivent actuellement coter leurs actes selon une classification orientée par le DSM 5 américain. Elle doit être remplacée par la classification française CFTMA et CFTMEA.
- IV. Pour une recherche pluridisciplinaire
- 1) Les recommandations de la *Haute Autorité de Santé* doivent laisser aux cliniciens un libre choix thérapeutique. Il faut rappeler qu'elles ne sont pas opposables.
 - 2) Les chercheurs en psychanalyse doivent être associés aux laboratoires de recherche, et cela avec leurs propres critères d'évaluation.
 - 3) Une référence aux critères anglosaxons ne doit plus être obligatoire pour la publication des résultats.
 - 4) La publication en anglais dans des revues scientifiques américaines ne pas être obligatoire pour les recrutements.
- V. Pour une collaboration avec les associations d'usagers à tous les niveaux de décision.

Nous sommes bien convaincus que vous avez à cœur le bonheur de nos concitoyens en vous présentant à la magistrature suprême. Nous souhaitons connaître vos réponses à ces seize questions et nous souhaitons une entrevue, avec vous ou l'un de vos responsables, afin de connaître votre opinion et vos projets pour ce grand problème de société.

En pièce-jointe, vous pouvez lire un document plus détaillé.

Le lien de la lettre proposée aux signatures :

<https://www.change.org/p/aux-candidats-%C3%A0-la-pr%C3%A9sidence-de-la-r%C3%A9publique-pour-la-psychanalyse>